



Think Tank européen
Pour la Solidarité
www.pourlasolidarite.eu

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2010



table des matières

A propos de Pour la Solidarité	5
Affaires sociales	7
Lutte contre la pauvreté : année européenne 2010	7
Inclusion sociale	9
Lutte contre le décrochage scolaire	10
Formation continue	10
Work-life balance	11
Travail décent	12
Emplois verts	13
Autres publications sous la thématique «Affaires sociales»	13
Economie sociale	15
Services à la personne	15
Insertion par l'économie sociale	16
Les interventions de PLS en Europe	17
Autres activités sous la thématique «économie sociale»	17
Diversité et RSE	19
Responsabilité sociétale des entreprises	19
Diversité en entreprise	20
Participation citoyenne	23
Droits fondamentaux	23
Co-construction d'indicateurs de développement durable	23
Revitalisation urbaine	24
Dialogue civil	25
Publications sous la thématique «Participation citoyenne»	26
Développement durable et territorial	27
Logement durable	27
Energie	28
Mobilité durable	29
Publications sous la thématique «Développement durable»	29
Formations	31
PLS dans les médias	33

A propos de

Pour la Solidarité



Pour la Solidarité (PLS), est un Think Tank européen dont l'ambition principale est la promotion de la solidarité sous toutes ses formes. Sa spécificité réside dans le développement d'un réseau de compétences entre les cinq acteurs-clé de la société européenne que sont les pouvoirs publics, les associations, les entreprises, les syndicats et les chercheurs. Il s'agit en effet de faire travailler ensemble ceux qui identifient et analysent les bonnes pratiques et ceux qui sont en mesure de faciliter leur mise en œuvre et de les disséminer.

Ainsi, notre Think Tank entend jouer un rôle actif dans la formulation des politiques publiques, l'accroissement de l'intérêt des entreprises pour leur responsabilité sociétale et l'encouragement de la participation des citoyens aux processus décisionnels, afin de relever les nombreux défis émergents et contribuer à la construction d'une Europe solidaire et porteuse de cohésion sociale.

Nos activités peuvent être réparties en trois grands domaines de compétences : Ressources, Expertise-Conseil, Reliance.

« **Ressources** » : donner aux acteurs les clés de compréhension nécessaires pour appréhender l'environnement européen dans lequel ils évoluent. Depuis sa création, PLS a cherché à développer avec ses partenaires des relations durables, notamment pour apporter une dimension européenne à leurs activités. Dans le cadre de notre mission de formation et d'information, nous proposons à nos partenaires une série d'outils d'accompagnement sur les enjeux européens :

Des newsletters :

- Le Téléx, envoyé chaque mois, à près de 15.000 acteurs socio-économiques.
- Plusieurs newsletters ponctuelles, liées à nos thématiques de travail.

Des sites Internet :

- Un site général reprend l'ensemble des activités - www.pourlasolidarite.eu.
- Plusieurs sites Internet thématiques : www.beingcitizen.eu ; www.logementdurable.eu ; www.jaccroche.be ; www.diversite-europe.eu www.inclusion-participation.eu ; www.pcsr.eu ...

Des publications et travaux de recherches : Les Cahiers de la Solidarité approfondissent des questions d'actualité en analysant les pratiques innovantes et alternatives détectées au sein de l'Union européenne et en consultant les acteurs clés du domaine étudié. Les Working papers font le point de manière synthétique et accessible sur des concepts et enjeux qui influenceront l'avenir des citoyens européens. Ils sont téléchargeables gratuitement sur le site internet de PLS.

Des événements thématiques – les Midis de la Solidarité – offrent l'opportunité aux participants d'écouter les expertises de différents praticiens et analystes et d'échanger ensuite lors des débats qui concluent chaque rencontre.

« **Expertise - Conseil** » : être un point d'appui sur les thématiques de la solidarité en Europe, en offrant plusieurs types de services tels que :

La réalisation d'études, de supports de diffusion sur l'information européenne, l'organisation d'événements de dissémination...

La **Consultance** : PLS assiste les autorités locales et régionales ainsi que les organisations de l'économie sociale dans le montage et le management de projets. Concrètement, PLS aide à la rédaction, à la construction et à la gestion du projet.

PLS accompagne aussi les entreprises et les services publics, afin qu'ils puissent se positionner plus spécifiquement dans l'environnement européen. Au-delà du montage de projets cofinancés par les institutions européennes (Fonds Structurels et Programmes d'action communautaire), PLS soutient ses partenaires dans la rédaction d'études, l'organisation de rencontres de travail avec les spécialistes européens du sujet ...

Les **Formations** : PLS propose des formations portant aussi bien sur l'Europe et le fonctionnement des institutions européennes dans leur ensemble que sur des sujets plus précis, lesquels font l'objet d'un besoin ou d'une demande.

« **Reliance** » : être une interface d'échanges de bonnes pratiques et de dialogue :

Mise en réseau de structures et acteurs ciblés européens.

Organisation de journées de rencontre, de visites privilégiées entre acteurs de terrain et décideurs européens.

Valorisation de personnes ressources et d'actions spécifiques lors de l'organisation de séminaires et de conférences.

AFFAIRES SOCIALES

La cohésion sociale est une condition essentielle à la garantie de la démocratie puisqu'elle tend à enrayer les facteurs de division et le risque d'exclusion. En 2010, PLS s'est impliqué dans plusieurs thèmes : Année européenne de Lutte contre la pauvreté / Inclusion sociale / Lutte contre le décrochage scolaire / Formation continue / Work-life balance / Travail décent / Emplois verts

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : ANNÉE EUROPÉENNE 2010

80 millions d'européens, soit 16 % de la population de l'Union européenne, vivent en situation de pauvreté. Le 21 janvier, l'Année européenne de lutte contre la pauvreté était lancée à Madrid. La Belgique, qui assurait la présidence de l'Union Européenne (UE) au second semestre, avait à cœur de faire de cet objectif un élément-clé de sa présidence. PLS a souhaité y apporter sa contribution par un certain nombre d'actions de sensibilisation...

Evènements

PLS l'a organisé...

Midi de la Solidarité, « La Belgique, L'Europe et la pauvreté : un bilan, des défis »

Le 18 février, le Mouvement européen et PLS ont organisé ce Midi pour présenter les grands enjeux européens actuels et leur impact sur les politiques de protection et d'inclusion sociales. Alexis Andries, en charge de l'organisation de l'Année 2010 au Service de la Lutte contre la pauvreté, a introduit les priorités et activités prévues par la Belgique. Fabrizio Leiva-Ovalle du SPF Intégration sociale a plutôt commenté l'articulation du Plan d'Action National belge avec le processus de la MOC (Méthode Ouverte de Coordination), dont la réforme était l'un des enjeux majeurs de l'année 2010.

Conférence européenne, « Le secteur financier, acteur de l'intégration sociale »



Aux yeux de PLS, le secteur financier a un rôle sociétal majeur à jouer dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette conférence organisée le 11 mars avec le soutien du Groupement Européen des Caisses d'Épargne, du Crédit Coopératif, de la FEBEA et du Ministre belge Emir Kir, visait alors à répondre aux enjeux suivants : Le secteur financier a-t-il un rôle à jouer pour favoriser l'inclusion financière des personnes ? Si oui, l'Année Européenne 2010 pourrait-elle servir de levier ? Quelles sont les limites et les opportunités pour le secteur financier d'investir dans le développement de produits « sociaux » ? Un cadre réglementaire au niveau national ou européen est-il nécessaire et lequel ? Quelles initiatives existent déjà en matière de produits bancaires ou d'assurance ? Quelles recommandations développer afin de soutenir le secteur financier dans la prestation de services sociaux d'intérêt général en matière de services et de produits financiers ?

D'ailleurs, PLS est intervenu sur ce même thème lors d'une table-ronde intitulée « Les banques de détail et leurs clients : quels sont les changements à venir ? », proposée dans le cadre du séminaire « Les Banques européennes de détail, vers une réforme du droit », organisé le 2 décembre par le Groupement Européen des Caisses d'Épargne. Denis Stokkink, président de PLS, y a traité des prêts et emprunts responsables des

hypothèques ; de la nécessité d'intervention de l'Union européenne ; de l'inclusion financière et de l'accès à un compte de banque.

Colloque, « La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale : un enjeu laïque ? »

Les valeurs d'égalité et de solidarité étant au fondement-même de la Laïcité, les associations laïques sont donc engagées dans des actions de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. A partir de ce constat, le Centre Régional du Libre Examen, le Centre d'Action Laïque et PLS ont organisé, le 23 novembre, un colloque qui se voulait être une réflexion sur les valeurs de la Laïcité et souhaitait mettre en évidence quelques projets menés par des associations laïques.

PLS y était...

Séminaire, « L'impact du volontariat : au-delà du PNB... »

Tel est le thème du séminaire organisé le 27 janvier au CESE (Comité Economique et Social Européen) par Volonteurope, réseau paneuropéen d'organisations actives dans le domaine du volontariat. PLS est intervenu dans ce séminaire pour insister sur le lien entre les enjeux de l'Année européenne 2010 contre la pauvreté et ceux de l'Année 2011 du Volontariat, le volontariat jouant un rôle significatif dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

« Le social, un réel investissement contre la crise »

Les perspectives d'évolution de la gouvernance des politiques sociales en Europe à l'horizon 2020, la méthode ouverte de coordination des politiques d'inclusion sociale, qui fait quoi et où en est-on en Europe dans le domaine des politiques sociales ? Autant d'interrogations auxquelles PLS a tenté de répondre lors de ce séminaire international qui s'est déroulé le 15 novembre.

Publications

Cahier de la Solidarité



Cahier de la Solidarité n°24, « La lutte contre la pauvreté en Europe et en France », novembre 2010

Ce Cahier, coédité avec la Fondation Caritas France, fait écho à l'Année Européenne contre la Pauvreté, qui a marqué l'engagement de l'Union Européenne dans la construction d'une Europe solidaire et porteuse de cohésion sociale. Cette étude dresse un état des lieux de la pauvreté en Europe et passe en revue ses causes principales. Elle détaille aussi les politiques européennes mises en œuvre pour éradiquer la pauvreté et favoriser l'inclusion sociale.

Ce Cahier est également enrichi d'une série de contributions analysant la lutte contre la pauvreté sous des angles particuliers et de recommandations destinées à amplifier la portée et l'efficacité des actions menées.

Denis Stokkink a d'ailleurs présenté ce Cahier lors de la Conférence organisée le 16 novembre par la Fondation de Recherche Caritas de l'Institut de France, qui remet chaque année le « Prix de recherche Caritas » récompensant une recherche, une publication ou un projet de recherche innovant.

Working papers

« Année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - Analyse des enjeux de la Présidence Belge et du contexte institutionnel européen »

Lors de sa Présidence au second semestre 2010, la Belgique a cherché à assurer une continuité dans ses engagements européens pris lors du Sommet de Laeken en décembre 2001. Ce working paper analyse inter alia la situation stratégique de la Belgique en partenariat avec la société civile organisée, pour donner corps

aux politiques sociales de l'UE, en ce qui concerne le revenu minimum, la pauvreté infantile et le logement.

« Lutte contre la pauvreté en Europe : Le rôle des partenaires sociaux »

Ce working paper souhaite mettre en évidence la place du dialogue social comme outil de lutte contre la pauvreté à côté du cadre législatif et du dialogue civil. Henri Lourdelle, Conseiller à la Confédération européenne des Syndicats a apporté sa contribution par une réflexion sur les stratégies que les syndicats mettent en œuvre en tant qu'acteurs de la lutte contre la pauvreté.

INCLUSION SOCIALE

Evènements

« Apprendre, savoir et comprendre comme clés d'une inclusion durable »

La prestigieuse Conférence Biennale du Comité Economique et Social Européen s'est déroulée du 20 au 22 mai à Florence. Consacrée à l'éducation comme moyen de lutte contre l'exclusion, elle cherchait à mettre en lien l'action publique dans le domaine éducatif avec l'engagement de la société civile. Denis Stokkink y est intervenu en tant qu'acteur de la société civile pour traiter de l'inclusion active.

Projet

PROGRESS, « Campagne d'information et de sensibilisation sur l'inclusion sociale et la protection sociale en Belgique, Roumanie et Bulgarie »

Initié en 2009 et coordonné par PLS, le projet PROGRESS avait pour objectif de sensibiliser le public au rôle que jouent l'Union et les Etats membres dans la lutte contre la pauvreté grâce à la méthode ouverte de coordination (MOC) et aux Plans d'Action nationaux correspondants.

Deux supports, publiés en anglais et français, ont été mis en place pour le suivi du projet.

- Le site www.inclusion-participation.eu, sensibilise les citoyens au processus de la MOC, ainsi qu'aux politiques nationales relatives à l'inclusion.
- Quatre newsletters, détaillant les avancées et les actualités, ont accompagné et promu le projet.

Conférence, « Pauvreté et Vieillesse : une journée de réflexion pour des solutions concrètes »

Pauvreté et Vieillesse sont deux thématiques qui sont souvent corrélées. Comment dissocier les deux et quelles pistes de solutions apporter pour enrayer cette tendance ? Cette conférence, organisée le 27 avril par la Fondation Roi Baudouin, a permis de stimuler un débat de fond s'inscrivant dans le projet européen.

Conférence finale, « Comment parvenir à réduire de 25% la pauvreté à l'horizon 2020 ? »

La conférence finale du 9 novembre a cherché à tirer les enseignements de la campagne de sensibilisation aux politiques de protection et d'inclusion sociale, menée conjointement pendant deux ans par les dix partenaires nationaux en Belgique, Roumanie et Bulgarie. Des bonnes pratiques ont été identifiées en termes de participation des « stakeholders » au processus de la MOC. Parmi les résultats figure aussi un cahier de recommandations sur les politiques sociales à mettre en œuvre en matière de vieillissement, de lutte contre la transmission intergénérationnelle de la pauvreté et du rôle de l'emploi dans la lutte contre la pauvreté.

Working papers

« Handicap et exclusion : comment lutter contre l'exclusion des personnes handicapées ? »

Alors que la nouvelle stratégie Europe 2020 récemment adoptée par l'Union européenne met en avant la nécessité d'une croissance inclusive, l'exclusion des personnes en situation de handicap préoccupe les acteurs de la solidarité. Ce working paper s'intéresse aux liens entre handicap et pauvreté et à la situation des personnes handicapées sur le marché du travail. En présentant quelques bonnes pratiques, il s'interroge également sur les opportunités que les emplois verts peuvent apporter pour leur insertion professionnelle.

« Le vieillissement en Europe : Constats et enjeux »

D'ici à 2030, on estime qu'environ 25 % de la population européenne aura plus de 60 ans, et que 7 % aura plus de 80 ans. Les prévisions indiquent que le taux de dépendance pourrait presque doubler d'ici là. Cette situation engendre des conséquences économiques, sociales et organisationnelles importantes qui constituent autant d'enjeux pour le futur. Ce working paper présente alors quelques pistes de réflexion sur les enjeux à venir et les moyens d'y faire face.

« Revenu minimum en Europe »

Les mécanismes de protection sociale sont un des outils utilisés pour lutter contre la pauvreté en Europe. Les régimes de revenu minimum en font partie. Mais sont-ils réellement efficaces ? Peut-on les améliorer ? Ce working paper entend donner un aperçu des différents systèmes de revenu minimum en Europe et leur impact en termes de réduction de la pauvreté et d'inclusion sociale. Il se conclut sur des propositions de recommandations visant à améliorer les systèmes à l'œuvre.

LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Suite au Conseil européen des 25 et 26 mars 2010, les chefs d'Etat et de Gouvernement des 27 Etats membres de l'Union Européenne ont fixé cinq priorités qui doivent guider leur action dans le cadre de la nouvelle stratégie européenne pour l'emploi et la croissance. La réduction du taux de décrochage scolaire en dessous de 10% figure parmi les priorités définies pour les dix années à venir.

Depuis plus de trois ans maintenant, PLS œuvre pour cette cause via le projet « J'accroche ! » et notamment du site www.jaccroche.be. PLS a acquis une solide expérience en la matière et bénéficie d'un partenariat solide et dynamique, dont l'objectif est de réunir des acteurs de la lutte contre le décrochage scolaire.

Evènements

Midi de la Solidarité, « L'intégration scolaire des primo-arrivants en Communauté française »

Organisé le 19 mai, ce midi souhaitait alimenter la réflexion sur le thème spécifique de l'intégration scolaire des primo-arrivants en Communauté française. Il s'agissait en particulier de mettre en valeur le travail des acteurs de terrain et de présenter des solutions innovantes en matière d'éducation comme les classe-passerelles en secondaire ou des actions menées par le milieu associatif.

Working paper

« L'intégration des enfants primo-arrivants en Communauté française de Belgique »

Les enfants étrangers récemment arrivés en Belgique vivent plusieurs traumatismes : ils viennent de quitter volontairement ou non leur pays, leur culture et parfois leur famille et sont face à un grand défi : celui d'apprendre une nouvelle langue, gage d'une scolarité normale. Ce working paper présente les différentes solutions à l'œuvre comme les classes-passerelles ou l'encadrement extrascolaire et prend le parti d'une meilleure coopération entre ces structures afin d'assurer une approche transversale et une intégration réussie des primo-arrivants.

FORMATION CONTINUE

La formation continue permet l'acquisition et le développement de compétences « tout au long de la vie ». Ces compétences ne résultent pas uniquement des systèmes d'éducation classiques mais aussi des expériences professionnelles et personnelles vécues au sein de la famille, d'associations... Comment valoriser davantage les acquis de l'apprentissage non formel et informel, encore trop souvent invisibles ?

Projet



Valid-Info, Validation et valorisation de l'apprentissage non formel et informel

Ce projet européen était coordonné par PLS en partenariat avec des structures de formation en Belgique (Formeville), Pologne (FISE), Allemagne (Ada-und-Theodor Lessing-Volkshochschule Hannover) et Italie (Inforcoop), ainsi qu'avec une structure européenne de conseil et d'évaluation (DIESIS). Cofinancé par la Commission Européenne dans le cadre du Programme Leonardo Transfert de l'Innovation, il visait à développer des outils et un guide pour la valorisation et la validation des acquis de l'apprentissage non formel et informel pour les personnes travaillant dans les domaines de la médiation interculturelle et de l'insertion professionnelle des personnes handicapées.

Vers le développement d'outils d'auto-évaluation des compétences

Les partenaires du projet se sont rencontrés une première fois du 22 au 24 mars à Bruxelles pour travailler ensemble sur les outils d'auto-évaluation des compétences. Ils se sont ensuite réunis lors d'un séminaire les 10 et 11 mai à Rome, afin de finaliser l'outil et de s'accorder sur le contenu du guide d'utilisation.

Midi de la Solidarité, « Vers la professionnalisation des métiers de la ville »

Ce midi s'est tenu le 4 mai et tentait de définir les métiers de la ville, d'en donner des caractéristiques et d'en définir les enjeux. Y a également été présentée l'approche par compétences intégrée en formation initiale et en formation continue dans le secteur de la santé.

Conférence finale, « Valorisons nos compétences ! »

Le 29 septembre, PLS a organisé la conférence finale qui présentait les outils d'auto-évaluation des compétences destinés aux conseillers en insertion pour les personnes en situation de handicap et les gardiens de la paix :

- L'outil Valid-Info permet aux utilisateurs d'identifier et d'auto-évaluer les compétences qu'ils ont développées dans leur vie professionnelle ou leur vie personnelle et qui sont utiles à leur métier. Cela doit ensuite leur permettre de suivre un parcours de formation ciblé ou de valider officiellement leurs compétences informelles et non formelles.

- Le guide présente une méthodologie détaillée pour l'utilisation des outils.

WORK-LIFE BALANCE

En raison de nouvelles données telles que la faiblesse de la natalité, la faible participation des femmes au marché du travail, le changement des modèles familiaux ou le ralentissement de la croissance, l'Union Européenne doit penser un nouveau modèle en matière de conciliation vie au travail et hors travail. Quels sont les enjeux de la conciliation entre vie privée et vie professionnelle au niveau européen ? Comment les services à la personne peuvent contribuer à y répondre ? Comment penser les partenariats public-privé ? Autant de questions auxquelles PLS a essayé de répondre tout au long de 2010.

Publications

Cahier de la Solidarité



Hors-Série, « Concilier la vie au travail et hors travail, un enjeu majeur afin de pérenniser une croissance durable en Europe et sauvegarder le modèle social européen », Janvier 2010

Cette étude, réalisée par PLS et l'Observatoire Sodexo de la Qualité de Vie au Quotidien, donne un aperçu de l'enjeu constitué par la conciliation de la vie au travail et hors travail. Elle présente les solutions innovantes mises en place par les gouvernements en collaboration avec les partenaires sociaux et les entreprises, pour repenser l'articulation entre la vie privée et la vie professionnelle.

Working papers

Dans la continuité du Cahier de la Solidarité, trois working papers ont été publiés...

« La conciliation vie au travail-vie hors travail comme outil de croissance et de compétitivité »

Ce working paper explique pour quelles raisons la conciliation vie professionnelle/vie personnelle et le changement dans l'organisation du travail qui l'accompagne, peut être considérée comme un outil de croissance et de compétitivité.

« Des instruments pour une plus grande flexibilité du temps de travail »

Cette étude analyse et compare les différents outils existants actuellement mis en œuvre à l'échelle nationale ou européenne, pour permettre une plus grande flexibilité du temps de travail et une conciliation vie au travail/vie hors travail.

« Le secteur des services à la personne au service de la conciliation vie au travail-vie hors travail »

Concilier vie privée et vie professionnelle peut être possible grâce au secteur des services à la personne, solution négligée aujourd'hui. Ce working paper propose une mise en perspective des enjeux relatifs aux services à la personne ainsi que deux exemples concrets de pistes pour les rendre plus performants encore.

TRAVAIL DECENT

Il y a dix ans, la Déclaration du Millénaire pour le Développement donnait naissance aux Objectifs du Millénaire qui constituent le cadre de référence par excellence de la lutte contre la pauvreté dans le monde. Quel impact ces Objectifs du Millénaire ont-ils eu sur le travail décent ?

Rencontre Européenne, « Un travail décent pour tous ! »

Dans le cadre de la présidence belge de l'Union Européenne et du projet européen « Decent work for all : making Migration Work for Development » mené en partenariat avec Solidar, PLS a organisé cette rencontre le 13 octobre au Parlement européen. Des représentants de l'OIT (Organisation Internationale du Travail), de la Commission Européenne et de la Présidence Belge sont intervenus pour discuter de la problématique du travail décent en corrélation avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), évalués en septembre 2010.

EMPLOIS VERTS

Depuis quelques mois, les emplois verts s'invitent dans les débats politiques. Dans un contexte de crise écologique et économique, ils représentent l'espoir de concilier protection de l'environnement et lutte contre le chômage. PLS a souhaité nourrir cette réflexion.

Publications

Cahier de la Solidarité à venir

« Emplois verts : un enjeu d'avenir pour l'inclusion sociale »

En 2011 sera publié un Cahier de la Solidarité sur le thème des « Emplois verts : un enjeu d'avenir pour l'inclusion sociale ». Cette étude, actuellement réalisée, se concentrera sur le secteur de l'économie sociale d'insertion et visera à démontrer que les emplois verts concernent également les personnes en situation d'exclusion.

Working papers

Deux working papers sur les emplois verts auront précédé le Cahier de la Solidarité :

« L'émergence des « emplois verts » tentative de décryptage »

Le sommet de Copenhague en décembre 2009 a replacé le développement durable au cœur de l'agenda politique international. De nombreux pays se sont engagés à créer des centaines de milliers d'« emplois verts », qui doivent participer à l'émergence d'économies durables. Ce working paper s'intéresse aux emplois verts comme vecteur de prospérité économique mais aussi et surtout de solidarité.

« Emplois verts : Vecteurs d'inclusion sociale »

Cette étude cherche à expliquer le rôle joué par les emplois verts dans l'inclusion sociale des personnes exclues des circuits économiques classiques.

AUTRES PUBLICATIONS SOUS LA THÉMATIQUE AFFAIRES SOCIALES

« Restructuration d'entreprise : comment anticiper ? »

Cette étude présente certaines recommandations et principes visant à anticiper et à préparer de manière socialement responsable des changements structurels au sein d'entreprises. Ces conseils se basent sur le rapport final du projet européen ANCOBEST « Anticipation et coopération lors de Bouversements ou d'évolution structurels » auquel PLS a pris part.

« Stratégie Europe 2020 en question »

Le 3 mars 2010, la Commission européenne a rendu publique une communication présentant la nouvelle stratégie économique de l'Union pour la décennie à venir : Europe 2020 succède ainsi à la Stratégie de Lisbonne. Cette grande initiative de coordination des politiques économiques des 27 Etats membres a pour ambition de tirer leurs économies hors de la crise et de préparer l'avenir. Ce working paper s'interroge à juste titre sur les résultats escomptés de cette stratégie en corrélation avec les enjeux actuels.

« De nouvelles compétences pour de nouveaux emplois : Analyse d'une initiative communautaire »

En décembre 2008, la Commission européenne a lancé une nouvelle initiative communautaire intitulée De nouvelles compétences pour de nouveaux emplois. Cette initiative vise à anticiper les besoins futurs du marché du travail européen et à faire coïncider les compétences des travailleurs à ces nouveaux besoins. Cette analyse étudie le contexte de mise en place de cette initiative, son contenu et se propose de porter un regard critique afin d'envisager à la fois les opportunités et les limites qu'elle offre aux acteurs de terrain.

« La fiscalité européenne »

Ce working paper synthétise la problématique de la fiscalité européenne, constituée des impôts directs, indirects et des cotisations sociales. Chaque Etat membre étant responsable de l'imposition, des situations de concurrence fiscale peuvent voir le jour et mettent à mal l'émergence d'un potentiel « modèle fiscal européen ».

ÉCONOMIE SOCIALE

L'approche économique proposée par l'économie sociale et solidaire est dans la lignée des valeurs que défend PLS. Il est essentiel de travailler avec les divers centres de recherche ainsi qu'avec les acteurs socio-économiques du secteur, afin de favoriser les rencontres et développer des collaborations. L'objectif final étant d'intensifier le niveau des recherches en économie sociale et de participer à leur diffusion et leur vulgarisation auprès d'un large public.

SERVICES À LA PERSONNE

Evènements

PLS l'a organisé...

Séminaire, « Préparation aux changements dans les services sociaux de proximité – Enjeux actuels et perspectives à la suite de la transposition de la Directive Services »

Ce séminaire organisé le 11 mai en partenariat avec Saw-B et Kleis, portait sur la très controversée directive relative à la libéralisation des services dans le marché intérieur. Le secteur social considère cette directive comme un risque, car elle traiterait les services sociaux sur le même pied d'égalité que les services purement marchands, régis par le critère de rentabilité économique. Le séminaire a donc cherché à analyser dans quelle mesure ces secteurs peuvent être placés en dehors du champ d'application de la directive services et/ou faire usage des critères leur permettant de démontrer leur spécificité, et avec quelles conséquences en termes de réglementation.

« Services à la Personne : crises, fragilités, potentialités : Quel avenir à l'échelle européenne ? »

Ce séminaire, co-organisé par PLS le 29 octobre à Arles, s'inscrivait dans le cadre du Mois de l'Economie sociale et Solidaire initié depuis 2006 et constituait une des activités du Réseau européen des services à la personne à finalité sociale. L'objectif de cette journée était de dresser un état des lieux socio-économique du secteur, d'envisager les perspectives possibles pour élaborer les scénarii de résistance face à la crise.

Les Wiki Lunchs « Action sociale » 2010-2011

La Ministre wallonne de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances Eliane Tillieux et Pour la Solidarité ont créé les « Wiki lunchs ». Lunchs d'échanges collaboratifs et de partage du savoir-faire et des pratiques, l'idée est de favoriser l'apprentissage par les pairs et de faire se développer des pratiques innovantes. Le 22 novembre a eu lieu le 1er Wiki-lunch sur le thème «Vivre vieux, mieux et ensemble» à Namur. Cette rencontre a permis des échanges fructueux entre les pouvoirs publics, les professionnels des services destinés aux personnes âgées ainsi que les intéressés par cette problématique cruciale, que constitue le vieillissement. Deux autres éditions des wiki-lunchs sont prévues en 2011.

PLS y était...

Forum Chine-Europe de la Société Civile

En juillet 2010, PLS a participé à Beijing et à Hong Kong, au Forum Chine-Europe de la Société Civile et en particulier à la rencontre portant sur les enjeux du vieillissement en Europe et en Chine. La Délégation Européenne sur le vieillissement était composée d'UNA France¹, World of NGOs Autriche, DIESIS et PLS.

1. Union Nationale de l'Aide, des Soins et des Services à la personne

Les Assises sociales d'Île-de-France

Qu'est-ce qui est fait, et reste à faire, en Île-de-France, pour les personnes en situation de handicap, les publics précaires et les personnes âgées ? Des questions auxquelles ont tenté de répondre les intervenants des Assises sociales qui se sont tenues du 8 au 10 novembre. Les échanges ont permis à la Région de repérer les dispositifs innovants de certaines structures et de mieux cibler ses priorités d'intervention. PLS y a souligné le cadre européen du débat.

« Les services à la personne générateurs d'emploi, de bien-être et d'intégration sociale »

Organisées les 11 et 12 novembre à Madrid, ces 3èmes rencontres européennes des Services à la Personne ont tenté d'initier l'analyse comparative internationale autour des questions clés que sont l'égalité et la non-discrimination, la promotion de l'emploi et de la cohésion sociale. Denis Stokkink y intervenait pour apporter des solutions sur la diversité au travail et l'intégration sociale.

Working paper

« Individualisme et solidarité : quelles relations possibles aujourd'hui ? »

L'individualisme est devenu la norme et la solidarité l'exception. Pour les mutuelles et les assurances collectives, il est essentiel de réfléchir à l'impact qu'exerce cette évolution sur leur identité, d'anticiper les changements futurs mais aussi de se remettre en question. PLS souhaite agir sur cette réalité au lieu d'en subir les effets destructeurs. Ce working paper est donc l'occasion de se poser les bonnes questions : qu'est-ce que l'individualisme ? Comment faire face et répondre adéquatement aux nouveaux enjeux ? À quelles conditions est-il encore possible de faire le pari de la solidarité, de l'intérêt général et de la cohésion sociale ?

INSERTION PAR L'ÉCONOMIE SOCIALE

Projet

Leonardo

Dans le cadre du programme Leonardo da Vinci financé par la Commission européenne et en partenariat avec CEPES-Andalucia, PLS a reçu 10 jeunes professionnels andalous et s'est chargé de leur séjour à Bruxelles de février à juillet 2010. Les objectifs du programme visaient à faciliter leur insertion professionnelle, renforcer leurs aptitudes linguistiques et leur permettre de se familiariser aux entreprises socialement responsables. Ce projet a remporté un vif succès et sera renouvelé en 2011.

Economie sociale et Roumanie : un pas en avant !

PLS est partenaire pendant trois ans de l'association roumaine CRED, dont le projet vise à favoriser la création d'entreprises d'économie sociale, qui engage prioritairement des personnes exclues du marché du travail. De 2010 à 2012, les partenaires déclineront ce thème, en développant tout particulièrement des outils d'insertion à destination d'anciens détenus.

Evènements

« IAE et Europe »

Pour La Solidarité a organisé avec l'AVISE (Agence de Valorisation des Initiatives Socio-Economiques) les 7 et 8 Décembre 2010 une journée de formation pour une dizaine de responsables de réseaux d'insertion français sur le thème « IAE et Europe » (CNEI, Chantier Ecole, FNARS, Réseau Cocagne, UNAI etc.). Cette journée a été l'occasion pour ces têtes de réseaux de se rencontrer, de découvrir l'Europe sous l'angle de l'inclusion active, et d'envisager des projets communs pour mieux intégrer l'IAE (Insertion par l'Activité Economique) aux politiques européennes.

6èmes rencontres nationales, « Chantier-école, espace d'expérimentations permanentes »

Cet événement a rassemblé à Nantes, les 4 et 5 mars, tous les acteurs adhérents, les partenaires et plus

généralement les femmes et les hommes s'impliquant, travaillant et agissant dans le champ de l'Insertion par l'Activité Économique pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes les plus vulnérables. Lors de ces 6èmes rencontres, PLS a présenté les défis européens en matière d'insertion.

LES INTERVENTIONS DE PLS EN EUROPE

3èmes rencontres de l'Economie sociale et solidaire

Organisées par la Ligue de l'Enseignement en Champagne-Ardenne les 28 et 29 mars, ces journées rassemblent des structures œuvrant dans le secteur de l'Economie Sociale et accompagnant les porteurs de projet. PLS est alors intervenu pour y faire une approche comparée d'expériences belges et françaises et présenter les perspectives de mutualisation.

« Economie sociale et Genève : visite de travail de PLS à la CRESS »

Les 12 et 13 octobre, Denis Stokkink, Président de PLS, était l'invité de la CRESS de Genève pour un ensemble de rencontres avec des acteurs de l'économie sociale. Parmi celles-ci, notons la conférence « ESS et développement local : de l'exemple de La Barje² au contexte européen ».

« Economie sociale, entrepreneuriat social et RSE : Vrais ou faux amis ? »

Dans le contexte socio-économique actuel, une importance croissante est accordée aux notions de responsabilité sociale ou d'entrepreneuriat social, et ce, tant dans le quotidien des entreprises, que dans les recherches des cercles universitaires. Organisé le 15 décembre par SAWB, ce colloque visait à définir plus clairement ce que recouvrent ces termes a priori semblables et voir, ensemble, en quoi ces pratiques se rejoignent ou se distinguent ? PLS y est intervenu au titre d'acteur de l'économie sociale européenne.

AUTRES ACTIVITÉS SOUS LA THÉMATIQUE « ECONOMIE SOCIALE »

Projet

Economie Sociale et Solidaire ET Développement Durable

PLS participe à ce projet lancé par la Fondation de France, qui apporte son soutien à notre partenaire, l'Institut de Coopération sociale Internationale (ICOSI) pour la réalisation d'un nouveau programme de coopération en partenariat avec le Conseil économique et social (CES) de Bulgarie. Ce projet propose de valoriser les bonnes pratiques entre acteurs de la société civile bulgare et européenne en termes de développement durable.

2. La Barje est une association qui tente de mettre en place des projets profitables à la population et de promouvoir les valeurs de l'économie sociale et solidaire à travers notamment une gestion économique, sociale et environnementale durable de son propre fonctionnement.

DIVERSITÉ ET RSE

Le pôle « Diversité & RSE » se consacre à l'étude et à la promotion de l'égalité sur le marché de l'emploi et à l'émergence de politiques de responsabilité sociétale dans les entreprises. PLS accompagne les entreprises dans la mise en place de la gestion de la diversité. Plus largement, le pôle offre des conseils aux entreprises qui s'investissent en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises et ce dans ses trois dimensions : économique, sociale et environnementale.

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

Publications

Cahier de la Solidarité



Cahier de la Solidarité n° 23, « Responsabilité sociétale des entreprises. La spécificité des sociétés mutuelles dans un contexte européen », avril 2010

La RSE - outil nécessaire à la solidarité - s'appuie sur la démarche volontaire des entreprises désireuses de sortir de leur vision étroitement économique et d'interroger leurs relations avec la société. En parallèle, l'objet même des entreprises d'économie sociale, en particulier des mutuelles, consiste à répondre à l'intérêt général, et donc sociétal.

Cet ouvrage a souhaité mettre en évidence le point d'intersection entre ces deux piliers essentiels au développement économique durable de notre société en retraçant d'une part les caractéristiques de la RSE et sa construction internationale et, d'autre part, celles du secteur de l'économie sociale ou plurielle. Poursuivant cette réflexion trop rarement abordée, il démontre que les mutuelles, actrices particulières de cette économie sociale, sont naturellement

impliquées dans la responsabilité sociétale en raison de leur nature, leurs valeurs et leur histoire.

Nicole Notat, représentante des agences de notation extra-financière ainsi que Nadine Richez-Battesti, Maître de Conférence à l'Université de la Méditerranée, interviennent en tant qu'expertes de la RSE et du monde des mutuelles.

Working papers

Ce Cahier a inspiré la rédaction de deux working papers.

« La responsabilité sociétale : origines et définition »

Ce working paper s'attache à retracer les origines de la Responsabilité Sociétale et en particulier le cheminement de ce concept jusqu'à l'Union Européenne, qui en fait aujourd'hui un élément clé de certaines de ses politiques européennes telles que l'emploi, la croissance économique et la cohésion sociale. L'étude démontre aussi que l'implication des institutions européennes n'est pas suffisante au développement et à l'encadrement stimulateur de la RSE, qui passe nécessairement par l'appropriation du concept par les parties prenantes, dont les entreprises en particulier.

« Les sociétés mutualistes sont-elles par nature socialement responsables ? »

Les entreprises de l'économie sociale ont développé des manières d'entreprendre alternatives aux modèles classiques, prenant en compte des finalités autres qu'économiques dans leurs modes de gestion. Pour tenter d'établir le lien entre les entreprises de l'économie sociale et la RSE, cette étude prend l'exemple

des mutuelles, actives pour la majeure partie d'entre elles dans les secteurs de la santé et des assurances et démontre en quoi elles sont socialement responsables.

« De nouveaux liens entre entreprises et associations – Le mécénat en France »

Cette étude s'intéresse au mécénat comme révélateur des mutations du secteur associatif et du rôle de l'entreprise dans la société. Elle s'interroge également sur les évolutions de la conception de l'intérêt général en France et sur les nouvelles modalités de collecte de fonds par les associations.

DIVERSITÉ EN ENTREPRISE

Projets



« Plusieurs modèles de RSE en Europe et plusieurs manières de promouvoir la diversité en entreprises ? »

Soutenu par l'Union Européenne, ce projet visait à promouvoir la diversité en entreprise, via 4 axes : le positionnement de l'entreprise, le recrutement et la sélection, la gestion du personnel, la communication et la sensibilisation. Il posait plus spécifiquement la question du rôle de la RSE dans l'intégration des travailleurs en marge du marché de l'emploi comme les jeunes peu qualifiés. Plusieurs actions ont dès lors été menées :

- Une analyse nationale ou régionale par chaque partenaire des modèles de RSE existants et la collecte d'informations auprès d'entreprises ;
- Quatre séminaires techniques organisés en Pologne, Roumanie, Espagne, France pour mettre en avant les résultats des analyses nationales ou régionales, présenter les meilleures pratiques, les facteurs de réussite et/ou les besoins et attentes des entreprises ;
- Des newsletters sur l'évolution du projet et les activités des partenaires ;
- Un site Internet dédié au projet : www.pcsr.eu ;
- Un rapport final sur les résultats du projet.

Conférence finale, « La RSE et la gestion de la diversité dans les entreprises sont-elles des outils d'insertion professionnelle pour les populations les plus fragilisées sur le marché de l'emploi ? »

Le 28 avril, le projet s'est clôturé par l'échange de bonnes pratiques et d'instruments appropriés via une conférence finale organisée à Bruxelles. PLS invitait à venir réfléchir aux leviers favorables à la réussite de ces expériences et à entamer une discussion constructive en la matière en compagnie des parties prenantes. L'ensemble des bonnes pratiques sont disponibles sur le site www.pcsr.eu.

« Travail illégal des migrants »

Ce projet européen consacré au travail illégal des migrants a démarré en septembre 2010 à l'initiative de l'ONG grecque EPEKSA en collaboration avec PLS. Il vise à créer un processus d'apprentissage mutuel et d'échange de bonnes pratiques entre les pays partenaires (Allemagne, Belgique, Chypre, Espagne et Grèce) afin d'influencer positivement la formulation de politiques appropriées et efficaces en la matière. Au cours de la conférence de lancement le 27 septembre, PLS a présenté une étude reprenant quelques bonnes pratiques européennes. Ce projet prévoit divers groupes de travail et ateliers d'échange d'informations. Il débouchera sur l'élaboration et la diffusion d'un manuel européen et de recommandations très concrètes.

Evènements



JOBMARATHON1050.be

Événement organisé à l'initiative de Bea Diallo, Échevin de l'Emploi de la Commune d'Ixelles à l'occasion de la semaine pour l'emploi, le Jobmarathon1050.be s'est déroulé le 4 juin à Ixelles. La première édition du Jobmarathon1050.be était organisée sous l'égide du label Young Invest, attribué aux entreprises bruxelloises qui investissent dans l'avenir de la Région en engageant de jeunes bruxellois(e)s.

PLS, grâce à son réseau d'organisations partenaires, s'est chargée de mobiliser les entreprises autour de cet événement. 20 entreprises et 80 chercheurs d'emploi ont participé à cette première édition qui a remporté un franc succès. En outre, PLS a mis en place l'ensemble des outils de communication : logos, affiches, site internet et autres supports de promotion.

Au top pour un job !

Partenaire du projet d'insertion de l'Asbl Emergence-XL de Béa Diallo, PLS a fait appel à son réseau d'entreprises pour trouver des stages d'immersion aux jeunes candidats bruxellois.

PLS a également organisé un lunch-découverte des métiers. Ces échanges conviviaux entre des travailleurs et les jeunes ont permis d'aborder des métiers méconnus ou mal connus, de se confronter à la réalité des métiers et de découvrir des parcours de vie très différents.



Osons entreprendre jeune... et autrement !

Du 10 au 15 novembre, PLS a organisé une série de rencontres liées à l'entrepreneuriat, dans le cadre de la première Quinzaine bruxelloise de l'Égalité des Chances et de la Diversité mise en place par le Secrétaire d'État Bruno De Lille. Afin de faire se rencontrer les publics susceptibles d'entreprendre et les acteurs impliqués dans l'entrepreneuriat durable, trois « Face2Face » ont été organisées :

- La première se centrait sur l'accompagnement à la création d'activités et était destinée aux personnes en insertion ;
- La deuxième invitait les professionnels de l'entrepreneuriat à

venir échanger leurs pratiques innovantes ;

- La dernière concernait le financement des projets et était destinée aux étudiants en promotion sociale.

Rencontre européenne, « L'intégration des primo-arrivants - Bonnes pratiques et indicateurs »

Le 9 décembre, PLS organisait une rencontre sur les bonnes pratiques facilitant l'intégration des primo-arrivants, dans le cadre du projet financé par le Fonds d'Intégration des Ressortissants des Pays tiers. Ce séminaire était l'occasion de montrer en quoi les pouvoirs publics, le secteur associatif et de l'économie sociale et les entreprises classiques, notamment via leur politique de RSE, contribuent et pourraient contribuer, plus et mieux, à l'amélioration des conditions d'accueil des primo-arrivants. Les actes de ce séminaire ont contribué à alimenter une étude de PLS qui proposera une série de recommandations concrètes et développera des indicateurs et une méthode d'évaluation permettant de mesurer l'intégration des primo-arrivants.

Working papers et études

« Rôle des entreprises dans l'intégration des travailleurs migrants »

Le maintien d'une croissance dynamique sur le territoire européen ne se fera pas sans le concours des migrants. L'intégration de ces travailleurs et la gestion de la diversité au sein de l'entreprise constituent donc des défis incontournables que les entreprises européennes auront à relever avec succès. Dans ce contexte, et avec le soutien du Comité économique et social européen, PLS a élaboré une étude qui visait d'abord à identifier une

série de bonnes pratiques menées par des entreprises au sein de l'Union européenne, dans la mise en œuvre de mesures visant à intégrer sur le marché du travail, des travailleurs migrants européens et non européens. Parmi ces bonnes pratiques, PLS a ensuite mis en évidence celles qui semblaient les meilleures et rédigé une série de recommandations très concrètes à destination des responsables d'entreprises européens.

« Les jeunes d'origine étrangère face à l'emploi : discrimination et auto-discrimination, obstacles à l'insertion socioprofessionnelle »

La discrimination à l'emploi est un fléau moderne qui mine la cohésion sociale et affecte l'efficacité économique. En Belgique et en Europe, les lois la condamnent, des institutions veillent à informer le grand public et à soutenir les victimes, tandis que les acteurs de l'insertion socioprofessionnelle la combattent au quotidien. Ce working paper étudie la discrimination sur le marché de l'emploi sous un angle spécifique : celui de l'auto-discrimination, concept né de la recherche en psychologie sociale.

« L'égalité hommes- femmes » dans la vie professionnelle et dans la vie privée »

On entend très souvent parler de « l'égalité hommes-femmes ». Qu'en est-il de cette « égalité » au sein de la sphère privée ? Du reste, peut-on réellement parler d' « égalité » entre les hommes et les femmes dans la vie professionnelle ? Quels sont les enjeux relatifs à cette fameuse égalité et quels sont les outils mis en place, au niveau européen, pour y parvenir ? Ce working paper entend avancer des pistes de réponses pour chacune de ces questions.

« L'entrepreneuriat en Région de Bruxelles-Capitale : accompagnement, financement et innovations »

Bruxelles-capitale doit faire face à un taux de chômage avoisinant les 20%. Dans ce contexte, l'entrepreneuriat est parfois considéré comme une solution au problème de l'emploi des personnes éloignées du marché du travail. Ce working paper se demande si l'entrepreneuriat est réellement en mesure de répondre à un défi macro-économique comme le chômage et s'il n'est pas finalement une trappe à précarité.

PARTICIPATION CITOYENNE

En 2010, PLS continue ses recherches afin d'identifier les méthodes facilitant la prise en compte de l'expertise citoyenne. En plus de stimuler et promouvoir la participation des habitants, usagers et autres parties prenantes à la prise de décision publique, PLS étudie les développements de la société civile organisée au niveau européen et national. Il met à la disposition des ONG de l'Union Européenne des outils permettant de recueillir la parole de leurs publics cibles et de la faire entendre dans les assemblées communautaires.

DROITS FONDAMENTAUX

Projet

Respect des droits fondamentaux des jeunes citoyens issus d'autres pays membres et de pays tiers résidant en Belgique

PLS collabore pendant deux ans avec des associations de Lituanie et de Slovénie pour analyser les stéréotypes que les communautés d'immigrés nourrissent les unes envers les autres.

Comparer la prise en charge des personnes d'origine immigrée en Belgique, Lituanie et Slovénie

Les partenaires ont été accueillis les 27 et 28 janvier à Vilnius en Lituanie, où ils ont rencontré des représentants des autorités locales ainsi que des associations en charge des personnes d'origine immigrée. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger sur l'histoire migratoire de la Belgique, Lituanie et Slovénie, les législations existantes en matière de droit d'entrée et de résidence sur le territoire et sur la protection face à différentes situations de discrimination directe ou indirecte vécue par les personnes d'origine immigrée.

PLS a choisi de travailler avec deux associations, Magadom et Abraço sur la question des droits fondamentaux. En juillet 2010, elles ont organisé des activités qui ont permis aux communautés consultées d'appréhender la Charte des droits fondamentaux et d'analyser les législations de l'UE ainsi que leurs limites en la matière. Les participants ont pu débattre avec des experts juridiques sur ces questions et ont pu exprimer leur opinion de manière créative à travers des productions photographiques, des reportages audio, des dessins et des poèmes. Le 6 novembre, les productions artistiques de chaque groupe étaient présentées lors d'un atelier d'échange. Une exposition interactive est en cours de réalisation et ce en étroite collaboration avec les jeunes Brésiliens et Polonais ayant participé aux différents ateliers.

CO-CONSTRUCTION D'INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Projet

Indicateurs de développement durable par la société civile organisée



Lancé en 2009, le projet PASSO financé par la DG Recherche de la Commission Européenne et dirigé par le centre de recherche ISIS (Italie), a abouti à la construction commune d'indicateurs de développement durable, résultant de la collaboration entre experts et représentants de la société civile organisée. PLS facilite le dialogue entre ces deux parties prenantes au projet et est chargé

de consulter les organisations de la société civile sur la manière dont elles mettent en pratique ces indicateurs. PLS contribue aussi à la dissémination des résultats du projet et à leur visibilité au niveau européen.

Deux consultations

Les 25 mars et 22 avril, deux consultations ont été menées au cours desquelles les participants ont donné une définition de la gouvernance utilisée par le projet PASSO ; ont répondu à des questions relatives au cadre de travail proposé par PASSO quant aux critères et actions de bonne gouvernance, à savoir l'équité et la cohésion sociale, la prospérité économique et la responsabilité internationale.

Conférence finale

Cette conférence finale organisée par PLS à Bruxelles en octobre 2010, a réuni les experts de la gouvernance (chercheurs, statisticiens et praticiens) et les représentants de la société civile. Il s'agissait tout d'abord de rendre public les résultats de l'évaluation des indicateurs de développement durable et de bonne gouvernance menée dans huit pays. Cette conférence a également permis d'échanger sur les indicateurs de développement durable utilisés par l'UE pour mesurer la bonne gouvernance au niveau des Etats membres.

Evènement

« Fostering dialogue among Stakeholders in European Research »

Favoriser le dialogue entre parties prenantes dans l'Europe de la Recherche, tel était le propos de ce séminaire organisé le 18 juin. Au cours de l'une des tables-rondes réunissant représentants institutionnels de la recherche et société civile, PLS a contribué à l'élaboration d'un plan d'action pour la coopération future.

REVITALISATION URBAINE

Projet

Participation des citoyens à la revitalisation des quartiers européens

Ce projet lancé en octobre 2009, tente d'expérimenter et de promouvoir les bonnes pratiques en matière de participation des citoyens à la planification et revitalisation durables des zones urbaines. Quelles initiatives ont été réalisées ?



Des visites de terrain

Les 3 et 4 février, PLS s'est rendu à Marseille pour échanger avec les associations CeRe (Roumanie), CSV (Angleterre) et Récits de Vie (France) sur la planification et la revitalisation participatives & durables des zones urbaines. Chaque partenaire était chargé d'enrichir une boîte à outils pour impliquer les habitants dans le réaménagement de leur quartier à Bruxelles, Birmingham, Bucarest et Marseille ; PLS soutient l'initiative du groupe Baobab81 qui met en place un jardin collectif sur une friche au sud de Bruxelles.

Du 26 au 29 mai, PLS était à Bucarest pour travailler avec les trois partenaires du projet sur :

- Le guide pédagogique qui sera rédigé sur la base des résultats du projet afin d'aider les groupes d'habitants à participer au développement des plans d'aménagement ou de rénovation de leur rue, place, parc... ;
- Les quatre films en cours de réalisation à Birmingham, Bruxelles, Bucarest et Marseille pour rendre compte des initiatives des citoyens de ces quatre pays.

Deux newsletters ont été réalisées par PLS pour documenter les avancées du projet, permettre les débats d'idées et l'élaboration d'analyses.

DIALOGUE CIVIL

Projet

Dialogue Civil : quelles relations entre les associations nationales et les institutions européennes ?

Le projet Triplet est fondé sur la coopération entre trois ONG- PLS, European House Hungary et la Fondation Once, dans le cadre du Trio présidentiel constitué de l'Espagne, la Belgique et la Hongrie. Ce projet repose sur l'analyse des relations entre les institutions européennes et les organisations de la société civile de ces trois pays. Il cherche aussi à analyser la contribution de la société civile aux grandes orientations stratégiques de l'Union Européenne telles que la Stratégie EU 2020; le programme du trio présidentiel et les priorités définies par chaque présidence.

Des études sur les relations entre les Organisations de la Société Civile et le Trio présidentiel

L'étude espagnole a été présentée aux Journées Civiques Européennes de Malaga les 7 et 8 mai, l'étude hongroise à la Budapest Book Fair les 4 et 5 juin et l'étude belge au CESE le 17 juin.

Midi de la Solidarité, « Quelles relations les associations belges entretiennent-elles avec les institutions européennes ? »

Le 24 juin, PLS a organisé ce midi sur les relations des organisations de la société civile belge avec les institutions européennes dans la perspective de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne.

Par ailleurs, PLS a aussi évoqué cette thématique via une conférence organisée à Budapest le 30 novembre en collaboration avec le Mouvement Européen Belgique. Réunissant les organisations de la société civile des trois pays, cette conférence consistait à présenter une position commune sur le rôle de la société civile au cours de la Présidence belge.

PUBLICATIONS SOUS LA THÉMATIQUE « PARTICIPATION CITOYENNE »

« L'espace de Justice, Liberté et Sécurité : du programme de Tampere (1999-2004) au programme de Stockholm (2010-2014) »

Ce working paper retrace les avancées dans le domaine de la Justice, Liberté et Sécurité (JLS) depuis son apparition avec le traité d'Amsterdam en 1999 jusqu'en 2010. Au cours de ces dix années, l'Union européenne a adopté trois programmes pluriannuels dont le dernier en date, le programme de Stockholm, qui définit les priorités et les objectifs à atteindre pour la période 2010-2014.

« Regards croisés sur l'identité européenne : Points de vue interne et externe à l'Europe »

L'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en pleine crise économique mondiale révèle la puissance unificatrice de l'UE et montre comment l'Union Européenne a réussi à forger une identité européenne assez forte et stable pour surmonter de graves crises. Ce working paper s'attache ainsi à étudier ce qui fonde l'identité européenne à travers une approche croisant points de vue interne et externe à l'Europe.

« Organisations de la société civile belges et institutions européennes- Cohabitation sans collaboration »

Dans cette analyse, Pour la Solidarité étudie les relations entre les organisations de la société civile (OSC) belges et les institutions européennes. Alors que les institutions communautaires ont un réel impact sur les OSC belges en termes de réglementation ou encore de subventionnement, ces dernières ont relativement peu d'interactions avec ces institutions et peinent à se faire entendre lorsqu'elles ne sont pas organisées en plateformes d'envergure européenne

DEVELOPPEMENT DURABLE ET TERRITORIAL

La thématique du développement durable et territorial est aujourd'hui une problématique reconnue tant sur le plan économique que social. Les préoccupations des scientifiques trouvent désormais un large écho au sein du monde politique et il semble que chacun veuille s'engager à y apporter des réponses. PLS se réjouit de cette évolution positive et poursuit son activité en faveur de cet enjeu d'avenir. L'axe développement durable et territorial comprend, entre autres, les thématiques suivantes : Logement durable / Mobilité durable

LOGEMENT DURABLE

Un site

L'OBSERVATOIRE DU LOGEMENT DURABLE : LES DÉFIS DE DEMAIN AU CŒUR DE VOS FOYERS



Le logement durable, cela nous concerne tous, parce qu'il s'ancre dans une réalité très concrète : nos foyers. PLS a donc mis sur pied un Observatoire du Logement Durable, www.logementdurable.eu. Plate-forme à destination des professionnels et particuliers, l'Observatoire propose une information détaillée et actualisée sur les enjeux économiques, sociaux et environnementaux du logement durable en Belgique et en Europe.

Evènements

PLS l'a organisé...

SALON BATIBOUW 2010 : CONFÉRENCES SUR LE LOGEMENT DURABLE

Pour la 7ème année consécutive, PLS a organisé un cycle de trois conférences sur le logement durable dans le cadre du Salon BATIBOUW (Salon International de la Construction, de la Rénovation et de l'Aménagement intérieur). Au programme :

« Techniques récentes en matière de construction et de rénovation durable »

Cette conférence du 26 février s'est proposée d'aborder les nouveautés en matière de techniques de construction, rénovation et isolation, d'évaluer leur pertinence selon l'occupation du bâtiment et leur application concrète. Elle présentait plus précisément les techniques vertes innovantes en matière de construction/rénovation, leur applicabilité et leur coût.

« Les primes énergie pour les particuliers »

Organisée le 2 mars, cette conférence portait sur les primes énergie, incitants fiscaux facilitant l'accès des citoyens aux investissements économes en énergie. Véritables outils de conscientisation des citoyens aux défis énergétiques actuels et futurs, ils posent néanmoins la question du surcoût de l'investissement « énergie »

et de sa rentabilité. Cette conférence avait donc pour principal objectif de repréciser le rôle et les limites des primes « énergie » à travers des cas concrets d'investissement « énergie » et des analyses de rentabilité.

« Eco-quartiers, quartiers durables »

Eco-quartiers et quartiers durables se confondent souvent dans le langage commun, malgré une différence de taille : les premiers sont particulièrement attentifs aux aspects environnementaux tandis que les seconds sont plus globaux et tiennent compte des aspects sociaux, écologiques et économiques. Au-delà de ces différences, ces deux types de projets prônent un « habiter autrement ». Cette conférence du 4 mars a donc essayé de faire un tour d'horizon de diverses réalisations en la matière et d'en éclairer les caractéristiques majeures.

Les comptes-rendus de ces trois conférences sont disponibles sur www.pourlasolidarite.eu

PLS y était...

Logement durable, outil de cohésion sociale ?

Dans le cadre de la présidence belge de l'UE, Christos Doukeridis, Secrétaire d'Etat en charge du Logement dans la Région de Bruxelles-Capitale a organisé deux jours de conférences sur le logement durable auxquels PLS a assisté les 23 et 24 novembre. Les deux journées avaient pour thèmes : « Logement et cohésion sociale », à savoir les politiques du logement dans le cadre de la Stratégie Europe 2020, les réussites dans l'intégration des trois dimensions de la durabilité dans le domaine du logement ... ; ET « Logement et énergie », sur l'impact des politiques énergétiques sur l'organisation collective du secteur du logement, les défis de la nouvelle révolution de l'énergie, le financement par l'Union Européenne...

Working paper

« Le logement durable : les avancées récentes »

PLS dresse dans cette note un état des lieux des dernières avancées en matière de logement durable et traite plus spécifiquement de trois thématiques que sont les techniques et matériaux en lien avec la construction et la rénovation durables, les incitants fiscaux à destination des particuliers et les enjeux des quartiers durables.

ENERGIE

Projet

ICT 21 for energy efficiency

Le réseau thématique européen "ICT for energy efficiency" a pour objectif de regrouper une multitude de partenaires en provenance de dix pays européens, afin de développer une compréhension commune des bonnes pratiques dans le champ des technologies de l'information et de la communication (TIC) appliquées à l'efficacité énergétique en ville. L'approche se focalise sur ce qui a été fait et sur ce qui sera fait en milieu urbain, lieu où la problématique de l'efficacité énergétique est particulièrement déterminante. Le concept, et la réalité des villes durables, sont discutés et débattus à travers trois groupes de travail, et à travers la constitution d'un réseau social et d'une plate-forme sur les bonnes pratiques.

MOBILITÉ DURABLE

Working papers

4 working papers déclinent la thématique de la mobilité durable...

« La mobilité durable - Emergence et application d'un concept »

La mobilité constitue l'une des dimensions essentielles de notre société, qu'elle soit liée aux déplacements pour le travail, à ceux destinés aux achats ou encore au voyage et au tourisme. Ce working paper analyse donc la mobilité durable comme l'une des applications du développement durable et s'intéresse aux différentes modalités qu'elle peut recouvrir.

« Que fait l'Europe en faveur de la mobilité durable ? » - Tome 1

Premier volet d'une étude en deux parties sur l'action de l'Europe en faveur de la mobilité durable, ce working paper s'intéresse au contexte global de cette action et aux textes communautaires importants relatifs à la mobilité durable.

« Que fait l'Europe en faveur de la mobilité durable ? - Tome 2

Ce second volet se propose d'étudier la mobilité durable comme un enjeu transversal pour l'Europe, au croisement de multiples actions communautaires, que sont la politique de transport, la politique énergétique, de l'environnement ou encore de cohésion.

« La participation citoyenne et la dimension sociale dans les politiques de mobilité »

Ce working paper se concentre sur la dimension sociale de la mobilité durable, souvent laissée au second plan dans les politiques publiques. Le risque est alors d'aggraver les inégalités déjà existantes dans les rapports à la mobilité. La notion de participation citoyenne est intéressante pour resituer cette mobilité au croisement des trois dimensions du développement durable. Il s'agit de voir ce qu'apporte l'intégration des citoyens dans les processus de décision et de mise en place des politiques de mobilité durable.

AUTRES PUBLICATIONS SOUS LA THÉMATIQUE « DÉVELOPPEMENT DURABLE »

« La Responsabilité sociétale territoriale (RST) »

Cette analyse s'attache à montrer comment responsabilité sociétale et développement durable vont de pair. Le développement durable repose sur quatre piliers : l'économie, l'environnement, le social et la gouvernance. Lorsque le concept de responsabilité sociétale qui se décline selon les types d'acteurs concerne les pouvoirs publics locaux, on parle alors de responsabilité sociétale des territoires (RST). La RST correspond à la concrétisation du développement durable par les pouvoirs publics locaux.

« Circuits courts alimentaires, un levier pour le développement durable territorial ? Enjeux et propositions »

Selon le rapport de l'International Assessment of Agricultural Knowledge, Sciences and Technology for Development (IAASTD), l'agriculture telle qu'elle est menée actuellement, n'est pas durable. Il recommande, une meilleure répartition des productions et des flux de denrées, une agriculture moins dépendante des combustibles fossiles, s'appuyant sur la production familiale et les ressources naturelles locales. Dans cette construction, les circuits courts alimentaires ont une place de choix, en misant sur la proximité géographique et relationnelle entre producteurs et consommateurs. Ce working paper s'intéresse au concept des circuits courts, leur contexte d'émergence ainsi que les enjeux, atouts, fragilités et perspectives dont ils sont porteurs.

FORMATIONS

Dans la continuité des formations organisées antérieurement et pour remplir pleinement notre rôle d'accompagnement des acteurs de l'économie sociale et des pouvoirs publics dans leurs activités d'envergure européenne, PLS a proposé un certain nombre de formations au cours de l'année 2010.

Formation de stagiaires

L'un des aspects de la formation chez PLS est de pouvoir dispenser à des stagiaires, une méthode, un savoir faire sur les thématiques qu'il propose. Ainsi, PLS a accueilli depuis le début de l'année 2010 plusieurs stagiaires. Ils ont été une aide précieuse à la réalisation des différents projets et ont pu bénéficier d'un accompagnement personnalisé sur les projets européens.

Interventions...

... dans les universités et hautes écoles belges et françaises

Par ailleurs, PLS est intervenu dans les universités, hautes écoles et instituts de Promotion et de Formation Continue suivantes :

- EPFC : Post-graduat en gestion d'entreprises sociales ;
- ULB : Certificat de formation continue en management associatif ;
- Ecole Lucia de Brouckère, Master 2 en Ingénierie sociale ;
- HENAM, Haute Ecole de Namur : Master 2 en Ingénierie sociale ;
- IRTS Lille : Certificat d'Aptitude aux Fonctions de Directeur d'Etablissement Social ou de Service d'Intervention Sociale ;
- IAE Lille : Master 2 en gestion d'entreprises sociales ;
- CNAM Lille;
- Marseille 2 : Master 2 management et ressources humaines d'économie sociale ;

... en Europe

PLS a participé à l'Académie d'été, organisée par la «Civic Alliance Latvia» (CAL), entre le 2 et le 6 août, une ONG installée à Riga, en Lettonie.

Le CAL regroupe plus de 107 organisations non gouvernementales et organisations privées. La «Summer Academy» a pour objectif principal de fournir l'opportunité aux organisations de recevoir une formation et de pouvoir améliorer leur travail.

Dans ce cadre, PLS a donné une formation d'une journée sur les réseaux et la mise en réseau dans les contextes nationaux et européens.

Depuis deux ans déjà PLS soutient le CAL dans le développement de ses formations et poursuit ses relations avec la société civile lettone.

PLS DANS LES MEDIAS

L'année 2010 a été pour PLS marquée par une forte volonté d'intégrer le paysage médiatique. Que ce soit dans les médias classiques ou les nouveaux médias et réseaux sociaux, PLS veut être présent ! L'objectif reste le même: accroître l'impact de ses activités et influencer les décideurs socio-économiques.

SUR LE PAPIER ET LES ONDES

En 2010, Denis Stokkink, président de PLS, a fait partie des 13 chroniqueurs de l'émission « **EntrePremière** » tous les samedis sur *La Première*, radio de la RTBF. Les interventions sont publiées le même jour dans les pages économiques de *La Libre Belgique*.



La Libre Belgique, La Libre Entreprise / 27 mars 2010

Le samedi 27 mars, Denis Stokkink a participé à l'émission Entrepreneurs de la radio publique belge La Première. Cette chronique était l'occasion de rappeler que la cohésion sociale est une source de rentabilité et de croissance économique...

Retrouvez l'article à l'adresse : www.pourlasolidarite.eu/IMG/pdf/DStokkink_Paroledexpert_27-03-2010.pdf

L'intervention peut également être écoutée à l'adresse :

www.pourlasolidarite.eu/IMG/mp3/DStokkink-paroledexpert.mp3

La Libre Belgique, La Libre Entreprise / 12 juin 2010

Le samedi 12 juin 2010, La Libre Belgique consacrait une partie de son supplément Entreprise, aux Think tanks. Dans un dossier titré «Au royaume des idées, le think tank est roi», le quotidien belge a posé trois questions à Denis Stokkink, Président de Pour la Solidarité.

Retrouvez l'article à l'adresse : www.pourlasolidarite.eu/La-Libre-Entreprise-Think-tank-a



En début d'année 2010, le journal La Marseillaise a consacré une page entière à l'Economie sociale en proposant une interview de Denis Stokkink. Une belle occasion de rappeler les enjeux de l'Economie sociale à l'échelle européenne. Retrouvez l'article à l'adresse : www.pourlasolidarite.eu/IMG/pdf/PLS-la-marseillaise.pdf

A l'occasion de la sortie du Cahier de la Solidarité «Conciliation vie au travail vie hors-travail», le Trends Tendances a consacré 3 pages à la publication de PLS. Retrouvez l'article «Un défi à l'échelle européenne. Concilier vie professionnelle et vie privée» à l'adresse : www.pourlasolidarite.eu/IMG/pdf/Pourlasolidarite_TrendsTendances.pdf



perso

Un défi à l'échelle européenne

Concilier vie professionnelle et vie privée

Trouver un équilibre entre la vie au travail et la vie hors travail représente un enjeu majeur pour les personnes. Les entreprises et les institutions sont responsables de cet équilibre. Une étude récente propose des pistes de réflexion. L'oxy Van den Hoonaert

Quel est le lien entre la vie professionnelle et la vie privée ? C'est une question qui se pose de plus en plus. Les entreprises et les institutions sont responsables de cet équilibre. Une étude récente propose des pistes de réflexion. L'oxy Van den Hoonaert

Le lien entre la vie professionnelle et la vie privée est de plus en plus complexe. Les entreprises et les institutions sont responsables de cet équilibre. Une étude récente propose des pistes de réflexion. L'oxy Van den Hoonaert



Mettre en place une politique de conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée est un défi majeur pour les entreprises et les institutions. Une étude récente propose des pistes de réflexion. L'oxy Van den Hoonaert

Le lien entre la vie professionnelle et la vie privée est de plus en plus complexe. Les entreprises et les institutions sont responsables de cet équilibre. Une étude récente propose des pistes de réflexion. L'oxy Van den Hoonaert

perso

Sodexo prouve la Qualité de Vie au Quotidien

Le lien entre la vie professionnelle et la vie privée est de plus en plus complexe. Les entreprises et les institutions sont responsables de cet équilibre. Une étude récente propose des pistes de réflexion. L'oxy Van den Hoonaert

Le lien entre la vie professionnelle et la vie privée est de plus en plus complexe. Les entreprises et les institutions sont responsables de cet équilibre. Une étude récente propose des pistes de réflexion. L'oxy Van den Hoonaert



Le lien entre la vie professionnelle et la vie privée est de plus en plus complexe. Les entreprises et les institutions sont responsables de cet équilibre. Une étude récente propose des pistes de réflexion. L'oxy Van den Hoonaert

Depuis 2005, l'association La Barje exploite un bar-terrasse estival situé au bord du Rhône, promenade des Lavandières, à Genève (Suisse). Cet acteur de l'économie sociale favorisant le développement local solidaire a fait l'objet d'une analyse du Think Tank européen Pour la Solidarité mettant en évidence le modèle entrepreneurial. Cette intervention de PLS a fait l'objet d'un article dans les quotidiens suisses Le Courrier et la Tribune.

14/10/2010 : Le Courrier (Suisse) : «La Barje modèle de développement solidaire» 18/10/2010 : La Tribune (Suisse) : «Plus qu'une buvette, la Barje est multifonctions»



Retrouvez l'article à l'adresse : www.pourlasolidarite.eu/14-10-2010-Le-Courrier-Suisse-La



Retrouvez l'article à l'adresse : www.pourlasolidarite.eu/18-10-2010-La-Tribune-Suisse-Plus

SUR LE WEB

Nos Sites

www.pourlasolidarite.eu

Avec un total de près de **38.500 visites** en 2010, notre site principal est notre point fort. Il centralise l'ensemble de nos activités, de nos publications et d'informations relatives à la solidarité européenne.

www.logementdurable.eu

Lancé en décembre 2010, *l'Observatoire européen du logement durable* a pour objectif d'informer et sensibiliser aux enjeux du logement durable. Il est aussi une plateforme sur laquelle PLS diffuse ses propres études.

Le lancement du site a suscité l'intérêt des internautes et les statistiques ne font que grimper. Objectif en 2011 : faire de ce site un référent en la matière.

www.beingcitizen.eu

Plateforme d'information sur la citoyenneté européenne et sur les activités de PLS dans ce domaine, Being Citizen a totalisé près de 2.000 visites depuis mai 2010. Le relooking du site en 2011 aura pour objectif d'accroître le nombre de visiteurs.

www.pcsr.eu

Le site du projet européen «*Plusieurs modèles de RSE en Europe et plusieurs manières de promouvoir la diversité en entreprises ?*» centralisait toutes les activités de PLS et ses partenaires ainsi que les publications liées.

www.valid-info.eu

Le site du projet européen qui a pour objectif de valoriser et valider l'apprentissage non formel et informel dans le domaine de l'intégration des personnes désavantagées et de la médiation multiculturelle. Le site reprend les étapes du projet ainsi que des outils de travail.

www.jaccroche.be

J'accroche.be est un site consacré au décrochage scolaire. Il propose aux jeunes, parents et professionnels de l'enseignement des outils et des solutions pour le surmonter.

Nos Blogs

Afin d'ouvrir le débat et susciter la participation des internautes sur ses thématiques de travail, PLS a ouvert deux blogs en 2010. Ces espaces ont été créés sur les sites de *La Libre Belgique* et du *Monde*.

Ces blogs sont un excellent moyen pour PLS de réagir à chaud à l'actualité en adoptant un ton plus direct et plus décontracté.

Les statistiques de fréquentation en sont la preuve : près de 1.000 personnes lisent chaque mois les articles que PLS dépose. Ces chiffres ne font que grimper et le nombre de personnes réagissant également ! Rendez-vous sur :

europeetsolidarite.blogs.lalibre.be



pourlasolidarite.blog.lemonde.fr



Du côté des réseaux sociaux...

Au fil de l'année 2010, PLS a exploré le monde des réseaux sociaux.



Un groupe **Facebook** a été ouvert et comptabilise maintenant 531 personnes. L'objectif est principalement d'annoncer les événements et d'inviter les personnes.



PLS a également décidé de créer une chaîne vidéo sur **Dailymotion** afin de pouvoir diffuser les productions vidéos relatives à certains projets. Rendez-vous sur : www.dailymotion.com/pourlasolidarite

Enfin, PLS a surfé sur certains forum pour y diffuser de l'information très ciblée. C'est le cas des Cahiers de la Solidarité annoncés sur des forums comme **developpementdurable.com**



Sites/Newsletters partenaires

Les activités de PLS ont mensuellement été relayées sur les sites web ou dans les newsletters de structures partenaires.

SAW-B | **ES-Info**



ICOSI



MIROIR SOCIAL



RENCONTRES SOCIALES



CBCS



MEDIATERRE.ORG



CIRIEC France



NORD-SOCIAL.INFO



Voir pages suivantes pour le détail de ces parutions.

Pour la Solidarité, plus qu'un Think Tank européen classique, offre une large gamme de services liés au secteur de la solidarité. Il promeut l'économie sociale, des politiques durables et l'engagement des citoyens dans les processus de prise de décisions.



INFORMATIONS PRATIQUES

Think Tank européen Pour la Solidarité asbl
Rue Coenraets, 66
B-1060 Bruxelles
Tél. : +32 2 535 06 88 – Fax : +32.2.539.13.04
Métro : Porte de Hal / Midi
Gare : Gare du Midi
www.pourlasolidarite.eu
Banque: 001-38774204-03
BE: 21 00 13 87 42 03
BIC: GEBABEBB